



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Toulouse, le 11 juin 2012

Unité Territoriale de la Haute-Garonne et
de l'Ariège
Subdivision Environnement Industriel
ENV4

Affaire suivie par : Yann DEFFIN
Réf : YD/2012/N°366

Téléphone : 05 61 15 39 53
Télécopie : 05 61 15 39 88
Courriel : yann.deffin
@ developpement-durable.gouv.fr

Objet: ICPE – Incinérateur de boues de la station d'épuration de TOULOUSE-GINESTOUS

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES à monsieur le PREFET de HAUTE-GARONNE

Le présent rapport a pour but de présenter le projet de modification de l'arrêté d'autorisation encadrant le fonctionnement de l'unité d'incinération de boues de STEP exploitée par la société VÉOLIA EAU – COMPAGNIE GÉNÉRALE DES EAUX à TOULOUSE.

Cette modification est nécessaire, suite à la parution de l'arrêté ministériel du 3 août 2010 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux qui a modifié l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002. Elle intègre également les changements apportés par le décret n°2010-369 du 13 avril 2010 modifiant la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

1 DESCRIPTION DE L'ÉTABLISSEMENT ET HISTORIQUE ADMINISTRATIF

Les installations de GINESTOUS traitent les eaux usées de l'agglomération de TOULOUSE et de quelques communes avoisinantes. La station d'épuration est soumise aux dispositions de la loi sur l'eau. Le traitement des boues résultant de l'épuration des eaux usées est réalisé à la fois par compostage, séchage thermique et incinération. Les unités d'incinération de l'usine sont soumises à la législation des installations classées.

L'incinération des boues a été autorisée par arrêté préfectoral du 19 janvier 2001 après enquête publique. Un arrêté complémentaire pris le 22 octobre 2009 encadre, maintenant, l'exploitation des deux lignes d'incinération. La technologie utilisée est celle des fours à lits fluidisés, fréquemment utilisée pour l'incinération des boues de station d'épuration. Les boues sont introduites dans un lit de sable, préalablement chauffé par des brûleurs au gaz naturel.

Les installations classées aujourd'hui autorisées sont les suivantes :

N° de la rubrique	Désignation	Observation technique	Classement de l'activité
322.B	Incinération des résidus urbains	Deux lignes d'incinération de boues d'épuration, capacité 0,9 t de matières sèches par heure et par ligne. Capacité totale : 8000 tonnes/an de matières sèches en situation normale. 14 000 tonnes de matières sèches en situation exceptionnelle (1)	Autorisation
1450.2.a	Solides facilement inflammables. Emploi ou stockage : quantité supérieure ou égale à 1 tonne.	Stockage de charbon actif en silo pour le traitement des fumées. Capacité 10 m³ = 3 tonnes	Autorisation

(1) Le tonnage maximum annuel autorisé à être traité en situation normale est 8000 tonnes de matières sèches par an.

En cas de difficulté d'élimination des boues en agriculture ou des graisses, le dépassement de ce tonnage annuel ne peut être autorisé qu'après l'accord du service chargé de la police des eaux sur présentation d'un dossier de demande accompagné des justificatifs techniques, financiers ou administratifs.

2 PRESENTATION DES TEXTES RÉGLEMENTAIRES PRIS EN COMPTE

2.1 Arrêté ministériel du 3 août 2010

L'arrêté du 3 août 2010 modifie l'arrêté du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux.

Ce texte résulte :

- de l'engagement n° 262 du Grenelle qui invite à une meilleure information et transparence sur les installations d'incinération. Cet engagement a été complété par l'engagement n° 265 relatif à l'amélioration de l'évaluation de l'impact environnemental et sanitaire des différents modes de gestion des déchets.
- de dispositions communautaires notamment de la directive 2000/76/CE relative à l'incinération des déchets et de la directive 2008/98/CE relative aux déchets.

Pour les installations d'ores et déjà en fonctionnement comme celle exploitée sur le site de GINESTOUS, un arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires doit prescrire :

- la mesure en semi-continu des dioxines et furannes avant le 1er juillet 2014 ;
- la mesure en continu de l'ammoniac avant le 1er juillet 2014 ;
- des valeurs limites à l'émissions sur les flux de polluants dans les rejets gazeux avant le 1er juillet 2011. Pour les installations de VEOLIA EAU-CGE, les arrêtés préfectoraux du 19 janvier 2001 et du 22 octobre 2009 fixaient déjà de telles limites ;
- des valeurs limites pour l'indisponibilité des appareils de mesure ;
- la mesure de la performance énergétique des incinérateurs de déchets non dangereux et annuellement du pouvoir calorifique inférieur des déchets.

2.2 Décret n°2010-369 du 13 avril 2010

Le décret n°2010-369 du 13 avril 2010 a considérablement modifié la nomenclature des installations classées.

Désormais, le classement administratif des activités de traitement des déchets s'effectue non plus en fonction de la provenance des déchets, mais en fonction de nature et de la dangerosité du déchet, et avec l'importance des dangers et inconvénients que génèrent le procédé industriel de traitement mis en œuvre.

Le décret a supprimé les anciennes rubriques (à 3 chiffres) de la nomenclature des installations classées et les activités correspondantes ont été re-codifiées sur de nouveaux numéros à 4 chiffres (27xx).

3 CONCLUSION ET PROPOSITIONS DE L'INSPECTION

Au vu des évolutions réglementaires récentes en matière de gestion des déchets, les installations d'incinération exploitées par VEOLIA EAU-CGE relèvent désormais de la législation des installations classées pour les nouvelles rubriques selon le tableau de classement ci-dessous.

N° de la nomenclature	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques	Régime
2771	Incinération des résidus urbains (boues de l'usine de dépollution de TOULOUSE-GINESTOUS)*	Deux lignes d'incinération de boues d'épuration, capacité 0,9 t de matières sèches par heure et par ligne. Capacité totale : 8000 tonnes/an de matières sèches en situation normale. 14 000 tonnes de matières sèches en situation exceptionnelle**	A

A (autorisation).

* l'unité n'incinère que des déchets non dangereux.

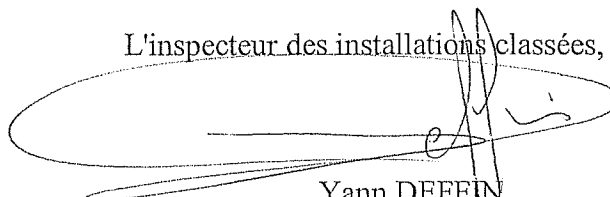
** le tonnage maximum annuel autorisé à être traité en situation normale est 8000 tonnes de matières sèches par an. En cas de difficulté d'élimination des boues en agriculture, le dépassement de ce tonnage annuel ne peut être autorisé qu'après l'accord du service chargé de la police des eaux sur présentation d'un dossier de demande accompagné des justificatifs techniques, financiers ou administratifs.

Compte tenu, également des nouvelles exigences réglementaires impactant le domaine de l'incinération des déchets non dangereux au travers de l'arrêté ministériel du 3 août 2010, l'Inspection des installations classées propose à monsieur le Préfet de la Haute-Garonne de modifier les prescriptions applicables à l'unité d'incinération de VEOLIA EAU-CGE.

Le projet d'arrêté, joint au présent rapport, transpose donc cet arrêté du 3 aout 2010 et propose notamment la mesure en semi-continu des dioxines et furannes, la mesure en continu de l'ammoniac la mesure de la performance énergétique, et fixe des durées maximales d'indisponibilité des appareils de mesure.

Ce texte devra être soumis à l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques conformément aux dispositions de l'article R. 512-25 du Code de l'Environnement.

L'inspecteur des installations classées,



Yann DEFFIN

Vérifié, et validé le 11/06/12
Le chef de l'Unité territoriale
de la Haute-Garonne et de l'Ariège



Guy SOULIE BELREPAYRE

PJ : un projet d'arrêté complémentaire